



CHAPITRE 204

LOI CONCERNANT LES ÉGLISES OU CONGRÉGATIONS PROTESTANTES OU AUTRES SOCIÉTÉS RELIGIEUSES AUTORISÉES A TENIR DES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. des Églises protestantes autorisées à tenir des registres de l'état civil.*

2. Les Églises ou congrégations protestantes dont il est question dans l'article 42 du Code civil, embrassent toutes les Églises et congrégations en communion avec l'Église d'Angleterre ou l'Église d'Écosse, ou l'Église-Unie du Canada et cette Église elle-même ou les congrégations dissidentes dont il est fait mention dans la loi du Canada 14-15 George V, chapitre 100, ou l'Église ou les Églises formées par l'union d'aucunes des dites congrégations dissidentes, ainsi que les différentes communautés et dénominations religieuses de la province mentionnées dans les lois spéciales qui les concernent, et les prêtres et ministres de ces Églises, congrégations ou communautés religieuses qui peuvent valablement célébrer les mariages et obtenir et garder des registre de l'état civil, sujet aux dispositions de ces mêmes lois, en rapport avec chacune d'elles respectivement. S. R. (1909), 7251, *partie*; 15 Geo. V, c. 70, s. 1.

3. Les mots "autre société religieuse" dans l'article 42 du Code civil, comprennent les congrégations et les diverses communautés religieuses de la province professant la religion judaïque et leurs ministres et rabbins qui peuvent célébrer valablement les mariages et tenir les registres de l'état civil. S. R. (1909), 7251, *partie*; 14 Geo. V, c. 68, s. 1.

4. Nonobstant toute loi à ce contraire ou toute disposition d'une loi spéciale, tout registre de l'état civil tenu par un prêtre, un missionnaire ou un ministre

Définition des mots "églises" ou "congrégations protestantes".

Registres de l'état civil tenus par certaines person-

nes etc certains
actes exécutés
par elles, va-
lidés.

d'une dénomination religieuse visée par les articles 2 et 3 de la présente loi, qui, dûment autorisé par l'autorité ecclésiastique compétente de l'une de ces dénominations religieuses à célébrer les mariages, à administrer le baptême ou à présider aux sépultures, a exercé son ministère comme tel dans une église, communauté ou congrégation religieuse de cette dénomination dans la province, est censé avoir été tenu par une personne dûment autorisée par la loi à le tenir; et tous les mariages célébrés et les baptêmes ou actes de sépulture ainsi faits par lui jusqu'au 21 mars 1922, date de l'entrée en vigueur de la loi 12 George V, chapitre 88, sont considérés aussi valides et aussi légaux que s'ils avaient été faits par une personne à ce dûment autorisée par la loi. 12 Geo. V, c. 88, s. 1; 14 Geo. V, c. 68, s. 2.
